



PRIVATISATION DU RAIL

MISE EN CONCURRENCE À INFRARAIL : UNE ATTAQUE EN RÈGLE CONTRE LES CHEMINOTS

Alors que la Direction multiplie les communications pour marteler l'idée que les cheminots de SNCF Réseau ne sont pas soumis à l'ouverture à la concurrence, la réalité est tout autre ! Nos dirigeants qui ne jurent que par la productivité et la maîtrise des coûts, viennent d'annoncer des appels d'offres pour ouvrir à la concurrence la logistique et l'approvisionnement des chantiers de l'Infra (Infrarail). Sont concernés les sites d'Hourcade, St-Jory, de Tergnier, de Chalindrey, de Saint Pierre-des-Corps, de Brive la Gaillarde, de Chalon-Sur-Saône, Mâcon, Dijon, de Laroche Migennes, Villeneuve Saint Georges et Valenton.

Mise en appels d'offres, sous-traitance, externalisations sont autant de techniques mises en œuvre pour démanteler méthodiquement l'entreprise SNCF et la livrer au privé !

Depuis le début du conflit, entamé le 03 avril par les 4 Organisations Syndicales représentatives, la direction de Réseau ne cesse d'affirmer que les cheminots de Réseau ne sont pas concernés par une quelconque ouverture à la concurrence. Tout cela n'a qu'un but, affaiblir la mobilisation car la réalité est tout autre. Le 1er janvier 2019, 12 sites Infrarail seront soumis à la concurrence, une prise de conscience s'impose ! Les cheminots de l'Infra ne sont pas à l'abri des mauvais coups !

Ce sont 12 sites pour lesquels un appel d'offres est en cours. Sur l'ensemble de ces sites, Infrarail a la charge de la logistique et de l'approvisionnement de l'ensemble des chantiers de l'infra. Jusqu'à présent, ces prestations étaient assurées en interne par FRET SNCF ou TER pour ce qui est des manœuvres, formation des trains, dessertes etc... Demain, ces prestations seraient assurées par des Entreprises Ferroviaires Privées, avec des centaines d'emplois menacés.

LA SNCF SE SACRIFIE ELLE-MÊME SUR L'AUTEL DE LA PRODUCTIVITÉ !

Rien n'impose cette ouverture à la concurrence, la direction est seule à la manœuvre. Elle est à l'origine de cette « stratégie » !

Alors que l'externalisation des travaux complique la réalisation de nombreux chantiers, la direction poursuit sa logique de casse de notre outil industriel en y ajoutant la logistique et l'approvisionnement.



Aucun cheminot n'est à l'abri, car loin de vouloir améliorer la production, les choix de la direction ne répondent qu'à une logique d'économies et de casse des conditions sociales des cheminots. En effet, la seule volonté affichée de faire des économies est déjà estimée à hauteur de 15%, voire 25% à moyen terme.

RIEN N'EST JOUÉ, RIEN N'EST REGLÉ

Si certains pouvaient encore douter des réelles intentions de nos dirigeants, l'ouverture à la concurrence d'Infrarail vient confirmer qu'ils travaillent au démantèlement de notre outil de travail et de nos emplois !

Demain, ce seront donc des cheminots d'autres Entreprises Ferroviaires qui assureront ces charges, mais aux conditions de la CCN de Branche qui, malgré les déclarations du patronat du ferroviaire, n'est pas au niveau attendu.

Aujourd'hui, aucune garantie n'est portée à la connaissance des organisations syndicales concernant une Convention Collective Nationale de haut niveau. C'est dans ces conditions que la direction livre les cheminots aux appétits du privé. La Direction d'Infrarail est l'instigatrice de ce jeu macabre !

Alors que les cheminots sont dans l'action depuis le 03 avril 2018, la direction sans scrupules, continue la casse !

Les masques tombent ! Il est temps de demander des comptes à la direction, la question de l'élévation du rapport de forces est plus que jamais d'actualité pour changer la donne et assurer un avenir pour nos chantiers et nos emplois.

Pour la CGT, cette ouverture à la concurrence va mettre encore plus à mal l'organisation des chantiers. En démultipliant les intervenants, c'est la désorganisation annoncée.

Pour la CGT, cette activité n'a pas à être externalisée et ne doit pas être mise en concurrence !

Les cheminots de l'équipement doivent agir, ils ne sont pas à vendre !

**Tous dans l'action les 22 et 23 juin prochains
pour préserver notre outil de travail et nos emplois !**

